



SUD Étudiant-e-s et Précaires

Pl. Chauderon 5
1003 Lausanne

info@sud-ep.ch
www.sud-ep.ch

www.facebook.com/SUD.ep.ch
twitter.com/SUD_EP
sud-ep.tumblr.com

PENSER, DÉBATTRE, LUTTER

ET POURQUOI PAS UN SALAIRE SOCIAL POUR LA JEUNESSE?

Avec les mobilisations et les interventions contre la dégradation des bourses, contre les hausses des taxes, face aux logements trop chers et introuvables, mais aussi, face au développement des emplois précaires, des stages, d'un quotidien qui signifie, pour de plus en plus d'entre nous, galère et parfois survie, nous commençons seulement à dévider la pelote du fil qui mène au cœur de notre propre condition, ici et maintenant.

Les conditions de vie et de formation des jeunes sont au centre des attaques néo-libérales. Partout, les jeunes sont les plus pauvres, frappés par cette « crise ». Partout en Europe, les jeunes font face au chômage de masse, au développement des emplois précaires (stages, travail assigné, ...), à l'extension des zones de non-droit, etc. Le savoir, sa marchandisation et son appropriation par les dominant-e-s sont devenus des composants clés du système. Les politiques déployées contre la jeunesse sont centrales. Elles configurent nos existences présentes et futures.

Face à nous, une idéologie encadre et contraint, totalement individualisante, déprotégeant et précarisant chacun-e : un-e jeune doit être un auto-entrepreneur. Il achète – pour lui-même - du savoir, des compétences au supermarché académique ou professionnel. S'il n'en a pas les moyens, le prêt est là, quitte à se mettre en situation très difficile pour les 10, 15, 20 prochaines années. À la fin de sa formation, il doit faire des stages, en sous-salaire voire gratuitement. Il faut acheter cher de l'expérience pour rendre son savoir vendable. Le moment où on peut accéder à un travail stable avec un salaire ordinaire, devient de plus en plus tardif. Pour pouvoir y aspirer, il faut se vendre à bon marché, souvent à ceux-là même qui nous ont consenti un prêt. Durant de longues années, les jeunes en formation doivent porter le risque et le coût de leur formation. Parfois elles et ils n'en profitent jamais.

Aux études, nous sommes face à une double contrainte : le devoir de se former et, en même temps, la nécessité de subvenir à nos besoins. La famille doit payer et, si elle ne peut pas, des aides partielles existent (bourses, allocations familiale, quotient familial). Ces aides sont toujours insuffisantes et les études de plus en plus longues et complexes. Tant et si bien

que le poids de la formation pèse de plus en plus sur les jeunes eux-mêmes. Aujourd'hui, 77% des étudiant-e-s travaillent à côté de leurs études.

Sortir du cadre imposé

Contre ces politiques, il est nécessaire de lutter systématiquement, contre chaque dégradation de nos conditions de vie et pour le droit à la formation. Mais chaque lutte est l'occasion de penser l'offensive. Si nous nous bornons à nous mobiliser, ce qui est nécessaire, mais toujours sur une base réactive, dans le cadre que nous imposent les attaques, les perspectives d'une alternative resteront lointaines et abstraites. Nous devons être capables d'avancer une proposition pour la formation, pour les conditions matérielles des jeunes, pour conquérir un véritable droit collectif, social aux études et à la qualification en général.

SUD Étudiant-e-s et Précaires a décidé de mettre en débat, publiquement et dans le mouvement, une idée porteuse de changement. Cette proposition est non seulement en soi intéressante, mais elle sort du cadre, elle permet de penser des possibles nouveaux. Nous n'avons pas encore décidé de la porter, d'en faire une revendication. Pour l'heure, en cette période de mobilisation sur les bourses d'études, il nous semble pourtant décisif d'en débattre.

Parlons du salaire social pour la jeunesse

Elle était déjà présente en France dans les années 60. Elle est revenue dans l'espace public du pays voisin grâce aux syndicats et collectifs de jeunes qui ont lutté durant les années 2000 contre la précarisation (par exemple, le CPE).

Le salaire social pour la jeunesse part d'un principe assez simple. Pour pouvoir accéder et mener à bien sa formation, universitaire ou professionnelle, chaque jeune en formation qui se déclare officiellement indépendant de sa famille reçoit un pré-salaire lui permettant de vivre et d'effectuer à temps plein sa formation, sans être employé à côté. Le montant de base du salaire social pour la jeunesse serait unique pour toutes et tous et correspondrait à un salaire couvrant les besoins général de formation et de vie (on peut imaginer, comme dans les entreprises, une

progressivité selon le niveau de la formation effectuée). Celles et ceux qui se déclarent indépendant-e-s reçoivent individuellement ce salaire. Les aides le concernant, reçues jusqu'alors par la famille, sont du coup supprimées.

Financement

Plusieurs sources de financement peuvent être avancées. Soit par un impôt réellement progressif. Soit, ce qui nous semble préférable, par la solidarité intergénérationnelle, sous forme d'un salaire social différé, imputé aux bénéfices des entreprises et du capital financier. Une sorte d'AVS renversée dont les cotisations sociales courraient à charge de l'ensemble des bénéficiaires lié à la valorisation capitaliste mais dont la gestion directe serait assurée par les travailleurs/euses en activité et en formation. Cette caisse nouvelle s'occuperait de verser le salaire social pour la jeunesse. Voilà pourquoi nous l'appelons un salaire social. Il fonctionne comme le chômage ou l'AVS. Evidemment, il est important de le préciser, le salaire à la fin du mois de toutes et tous les salarié-e-s ne doit pas baisser pour autant. Cette cotisation doit donc être payée par la répartition des richesses et donc par les cotisations patronales.

Au fond, aujourd'hui, ce sont déjà les salaires (celui des jeunes et des familles) qui paient la formation. Cette proposition permettrait de collectiviser et de rendre solidaire ce processus.

Naturellement, le salaire social pour la jeunesse doit évidemment bénéficier aux apprenti-e-s et serait l'occasion d'une revalorisation des salaires dérisoires qui leurs sont versés aujourd'hui durant la formation professionnelle.

Droit à l'autonomie

Le salaire social pour la jeunesse, repose sur trois principes. Premièrement, le droit à l'autonomie. Il s'agit de créer un véritable statut de travailleurs/euses en formation. Rompre avec l'infantilisation, et conquérir un droit pour construire sa propre vie librement. Nous sommes des adultes. S'émanciper de la cellule familiale nécessite l'indépendance financière. L'autonomie c'est aussi la garantie de l'exercice *réel* de ses droits fondamentaux. Pouvoir se mouvoir librement et faire ses propres choix, avoir la sécurité d'une vie digne, un accès égal au savoir, mais aussi avoir le temps de penser, débattre, s'informer, s'associer, d'agir, de s'exprimer.

Droit à se former décemment et complètement

Deuxièmement, le droit de se former décemment et complètement. Le salaire social permettrait à chacun-e de vivre hors de la précarité et de retrouver une qualité de vie et de santé. C'est aussi en finir avec la fragilisation des enfants des classes populaires qui entreprennent des études supérieures.

Ce salaire permettrait d'arrêter de travailler en parallèle, alors qu'étudier est un job à 100% (explicitement depuis la réforme de Bologne) et de faire baisser les échecs aux examens. N'oublions pas qu'aujourd'hui 1h de travail salarié correspond à 1/2h d'étude en moins (OFS). Mais il y a plus. C'est mettre fin à cette hypocrisie qui prétend que se former c'est accumuler des compétences, de plus en plus vite et

dans une optique purement utilitaire. Pour nous, se former est un processus complexe d'acquisition et de création de savoir, de pensée, de construction intellectuelle. Cela demande du temps.

Dans cette période de capitalisme cognitif, il importe de souligner (nous y reviendrons) que le processus de formation est en même temps processus de travail créatif, productif. Par exemple, tout le travail effectué durant les séminaires, les stages, les échanges hors du temps formel d'étude, sont créateurs d'un savoir directement annexé par l'institution.

Répartition des richesses

Troisièmement, la répartition des richesses. Nous sommes et serons, avec nos qualifications, producteurs/trices de richesse. Le salaire social pour la jeunesse n'est pas une aide, une assistance, mais la reconnaissance de notre travail quotidien pour nous former mais aussi la production de travail que nous effectuons déjà. Une part des richesses nous est dû.

Qui en profite?

Tout d'abord, les jeunes en formation en sortant des jobs précaires, déqualifiés et déconnectés du parcours professionnel. Ce salaire apporterait une solution face aux stages et ouvrirait, par ailleurs, un véritable droit au chômage après la formation et permettrait de cotiser pour la retraite plus tôt. Mais surtout cela rendrait possible à nombre d'entre nous d'accéder à des diplômes qualifiants permettant de se mouvoir en position offensive sur le marché du travail. Le diplôme, c'est une arme pour chacun-e.

D'autres profiteront de ce salaire social pour la jeunesse : les familles libérées d'une charge très lourde, les classes populaires qui auront davantage accès aux études, mais aussi les travailleurs/euses peu qualifié-e-s et les chômeurs à qui les étudiant-e-s font concurrence sur le marché du travail, ou encore les assurances sociales car les jeunes y cotiseront.

Interrogations

Cette proposition ouvre beaucoup de questions sur nos vies et sur la formation en général. On peut citer par exemple l'âge du droit à l'autonomie (16 ou 18 ans ?) et donc de la durée de l'école obligatoire, la rémunération des apprenti-e-s, le coût du logement et de la santé, etc.

Revendication unitaire de la jeunesse

Mais elle a une caractéristique importante. Elle permettrait de porter, à travers les clivages entre formations académiques ou professionnelles, une revendication et une lutte unitaire de la jeunesse.

Au fond, face aux attaques néolibérales sur toute la protection sociale : maladie, maternité, retraite, chômage, invalidité., il s'agit de reprendre l'offensive des grandes batailles sociales victorieuses du siècle dernier.

Cette modeste présentation n'a pour objectif que d'ouvrir le débat. Dans les semaines qui viennent, nous proposerons un texte plus complet et une rencontre publique sur le sujet.